



Newsletter

N° 193 - Février 2017

Secrétariat général de la CSSF
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-2560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu



RESSOURCES HUMAINES

Évolution du personnel de la CSSF

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté huit nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Métier Surveillance des marchés d'actifs financiers

Florence BOULAY

Métier OPC

Étienne RAULT

Résolution

Maxime DANTEC

On-site inspection

Shamim FARID

Pierre NIKES

Surveillance des systèmes d'informations et des PSF de support

Lauriane IADADAÏNE

Jonas SCHMITT

Single Supervisory Mechanism (SSM)

Dirk MEVIS

Suite au départ de deux agents, la CSSF compte 682 agents, dont 362 hommes et 320 femmes au 14 février 2017.

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

Signature d'un accord de coopération entre la Financial Services Regulatory Authority of the Abu Dhabi Global Market et la CSSF

La Financial Services Regulatory Authority of the Abu Dhabi Global Market et la CSSF ont signé le 6 février 2017 un accord de coopération, de consultation et d'échange d'informations en matière de surveillance des entités financières opérant sur les marchés respectifs des deux juridictions. L'accord est entré en vigueur dès le jour de sa signature.

AVERTISSEMENTS

Avertissements publiés par la CSSF

Un avertissement concernant les activités d'une entité dénommée **Ebel & Partner Luxembourg S.A.** a été publié le 23 janvier 2017 et un avertissement concernant les activités d'une entité dénommée **Graumann & Partner S.A.** a été publié le 22 février 2017 sur le site Internet de la CSSF :

<http://www.cssf.lu/consommateur/avertissements/news-cat/90/>.

Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal.

RÉGLEMENTATION NATIONALE

Circulaire CSSF-CODERES 17/03

L'objet de la circulaire CSSF-CODERES 17/03 est l'adoption des orientations émises par l'Autorité bancaire européenne (ABE/EBA) sur les modalités de fourniture d'informations sous une forme résumée ou agrégée aux fins de l'application de l'article 84, paragraphe 3, de la directive 2014/59/UE (EBA/GL/2016/03).

Circulaire CSSF 17/649

L'objet de la circulaire CSSF 17/649 est l'adoption des orientations émises par l'Autorité bancaire européenne (ABE/EBA) sur les modalités de fourniture d'informations sous une forme résumée ou agrégée aux fins de l'application de l'article 84, paragraphe 3, de la directive 2014/59/UE (EBA/GL/2016/03).

Circulaire CSSF 17/650

La présente circulaire se situe dans la suite des nouvelles dispositions pénales prévues par la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 qui concernent spécifiquement l'extension de l'infraction de blanchiment à la fraude fiscale aggravée et à l'escroquerie fiscale. Par ces nouvelles dispositions, le Luxembourg transpose le standard révisé du GAFI de 2012/2013 et de la Directive (UE) 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme en ce qu'ils étendent l'infraction de blanchiment à une nouvelle catégorie d'infractions sous-jacentes graves, à savoir les « infractions fiscales pénales liées aux impôts directs et indirects » (« *tax crimes related to direct and indirect taxes* »). La circulaire, qui a été élaborée conjointement avec la cellule de renseignement financier, a pour objectif i) d'apporter des précisions des deux autorités concernant l'application pratique de ces nouvelles dispositions par les professionnels du secteur financier surveillés par la CSSF et ii) de fournir une liste d'indicateurs destinés à assister les professionnels.

Circulaire CSSF 17/651

La circulaire CSSF 17/651 concerne la loi du 23 décembre 2016 portant : 1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010 ; et 2. modification du Code de la consommation. Elle poursuit un double objectif, à savoir celui de présenter les grandes lignes du chapitre 6 du Code de la consommation et celui d'attirer l'attention sur l'entrée en vigueur de certaines « Orientations » de l'Autorité Bancaire Européenne applicables dans ce contexte. La circulaire informe également sur les caractéristiques que doit présenter l'exemple dit « représentatif » visé à l'article L. 226-6 (2) en matière de publicité relative à des contrats de crédit immobilier.

RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE

Publication au Journal officiel de l'Union européenne

21 janvier 2017 - Publication du [règlement délégué \(UE\) 2017/104 de la Commission du 19 octobre 2016](#) modifiant le règlement délégué (UE) n° 148/2013 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux en ce qui concerne les normes techniques de réglementation sur les informations minimales à déclarer aux référentiels centraux.

21 janvier 2017 – Publication du [règlement d'exécution \(UE\) 2017/105 de la Commission du 19 octobre 2016](#) modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 1247/2012 définissant les normes techniques d'exécution en ce qui concerne le format et la fréquence des déclarations de transactions aux référentiels centraux conformément au règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux.

25 janvier 2017 – Publication du [rectificatif au règlement d'exécution \(UE\) 2017/105 de la Commission du 19 octobre 2016](#) modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 1247/2012 définissant les normes techniques d'exécution en ce qui concerne le format et la fréquence des déclarations de transactions aux référentiels centraux conformément au règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux.

RÉGLEMENTATION BANCAIRE ET MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

(uniquement en anglais)

Single Supervisory Mechanism - European Central Bank (ECB)

Publications and Consultations

31 January 2017 - [Supervisory Banking Statistics - Third quarter 2016](#)

The European Central Bank (ECB) has published its supervisory banking statistics for the third quarter 2016, including general statistics, statistics on balance sheet composition and profitability, on capital adequacy and asset quality, on funding and on data quality.

See also the [Methodological note for the publication of aggregated Supervisory Banking Statistics](#), which presents the main features of the publication Supervisory Banking Statistics with respect to the

scope and content of the data published, the methodology underlying data aggregation and the approach to applying confidentiality requirements.

Letters from the Chair of the Supervisory Board to members of the European Parliament

The ECB has published several letters from the Chair of the Supervisory Board to members of the European Parliament in response to written requests on different topics, among which the [language regime in European banking supervision](#) and the [recovery planning of less significant institutions](#).

Interviews and Speeches

18 January 2017 – “[European banking supervision – a necessary innovation](#)” - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the WHU New Year’s Conference, Koblenz.

25 January 2017 – “[New Year’s resolutions for a stable banking sector](#)” - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the European banking supervision and European Banking Federation boardroom dialogue, Frankfurt.

30 January 2017 – “[Interview with La Repubblica](#)” - Interview of Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB.

European Commission

Publications

25 January 2017 – Publication of [Corrigendum to Directive 2013/36/EU of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013](#) on access to the activity of credit institutions and the prudential supervision of credit institutions and investment firms, amending Directive 2002/87/EC and repealing Directives 2006/48/EC and 2006/49/EC.

25 January 2017 – Publication of [Corrigendum to Regulation \(EU\) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013](#) on prudential requirements for credit institutions and investment firms and amending Regulation (EU) No 648/2012.

European Banking Authority (EBA)

Publications

CAPITAL REQUIREMENTS DIRECTIVE AND REGULATION

22 December 2016 - [EBA recommends retaining risk-sensitive framework for banks regulatory capital](#)

The European Banking Authority (EBA) has published its Report on cyclical effects of banks’ capital requirements aiming at clarifying whether risk-sensitive bank capital requirements as laid down in Regulation (EU) No 575/2013 of 26 June 2013 on prudential requirements for credit institutions and investment firms (CRR) and Directive 2013/36/EU of 26 June 2013 on access to the activity of credit institutions and the prudential supervision of credit institutions and investment firms (CRD IV) create unintended pro-cyclical effects by reinforcing the endogenous relationships between the financial system and the real economy. This report, which has been drafted in close cooperation with the European Systemic Risk Board (ESRB) and the ECB is in response to a request by the European Commission to understand whether CRD IV/CRR requirements exert significant effects on the economic cycle and, if so, whether any remedial measures are justified. In addition, according to the

EBA, this report may inform the European Commission's currently ongoing reviews of the EU micro- and macro-prudential frameworks and may serve as a complementary contribution to the global discussions about the bank capital regulatory framework. The report concludes that the impact of regulatory capital requirements, more specifically their risk-sensitivity, under CRD IV/CRR on the EU economic cycle appears to be limited and, from a cyclical perspective, there are no strong grounds to fundamentally move away from a risk sensitive capital framework.

11 January 2017 - [EBA updates recommendation on the equivalence of supervisory regimes](#)

The EBA has published an amended Recommendation on the equivalence of confidentiality regimes with respect to Article 116(6) of CRD IV. Several additional non-EU supervisory authorities (authorities from Australia, Hong Kong, Japan and Kosovo) were added to the list of non-EU or third country supervisory authorities whose confidentiality regimes can be regarded as equivalent.

Additionally, the EBA has also published an [opinion](#) addressed to the European Commission, whereby it concluded that the supervisory and regulatory framework applicable to credit institutions in Turkey and New Zealand can be regarded as equivalent.

11 January 2017 - [EBA published a periodical update of its Risk Dashboard summarising the main risks and vulnerabilities in the EU banking sector by a set of Risk Indicators in Q3 2016](#)

The figures covered in the Risk Dashboard are based on a sample of 156 banks (including 9 Luxembourg banks), covering more than 80% of the EU banking sector (by total assets), at the highest level of consolidation, while country aggregates may also include large subsidiaries.

The EBA has also published the results of a [Risk Assessment Questionnaire](#), which was conducted among banks and market analysts between October and November 2016.

18 January 2017 - [EBA publishes DPM and XBRL taxonomy 2.6 for remittance of supervisory reporting](#)

The EBA has published an update to the XBRL taxonomy that competent authorities should use for the remittance of data under the EBA Implementing Technical Standards (EU) No 680/2014 on supervisory reporting. The revised taxonomy will be used for reference dates from 30 June 2017 onwards and includes changes and corrections to validation rules.

The EBA and the European Securities and Markets Authority (ESMA)

18 January 2017 - [EBA and ESMA call to clarify margin requirements between the CRR and EMIR](#)

The EBA and ESMA have published their joint report on the functioning of the CRR with Regulation (EU) No 648/2012 of 4 July 2012 on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories (European Market Infrastructure Regulation - EMIR). The report calls for the requirements for credit, market, and counterparty credit risk in the CRR to be clarified. According to the EBA, this clarification should ensure that only risks not already covered by specific financial resources for activities not related to clearing are to be covered by the CRR requirements. This exclusion should also be extended to activities covered by interoperability arrangements.

Basel Committee on Banking Supervision (BCBS)

3 January 2017 - [GHoS postponed meeting to finalise Basel III reforms](#)

The Group of Central Bank Governors and Heads of Supervision (GHoS), the oversight body of the BCBS, has welcomed the progress made towards completing the Basel Committee's post-crisis regulatory reforms, but states that more time is needed to finalise some work, including ensuring the framework's final calibration.

26 January 2017 - [BCBS published frequently asked questions \(FAQs\) on market risk capital requirements](#)

The FAQ document includes clarifications both to the standardised approach (SA) and the internal models approach (IRB). The key features of the revised framework include: (i) a revised boundary between the trading book and banking book; (ii) a revised IRB for market risk; (iii) a revised SA for market risk; (iv) a shift from value-at-risk to an expected shortfall measure of risk under stress; and (v) incorporation of the risk of market illiquidity.

Countercyclical Capital buffer (CCyB)

As provided for in [CSSF Regulation N° 16-15](#), the CCyB in Luxembourg is maintained at 0% for the first quarter of 2017, i.e. from 1 January 2017 to 31 March 2017.

The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate above 0%:

Country	CCyB rate	Application date
Czech Republic	0.5 %	01/01/2017
		01/04/2017
		01/07/2017
		01/01/2018
Norway	1.5%	30/06/2016
		31/03/2017
		30/06/2017
		30/09/2017
		31/12/2017
Slovakia	0.5%	01/08/2017
		01/11/2017
Sweden	2%	19/03/2017
United Kingdom	0.5%	29/03/2017

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on the website of the [Bank of International Settlements](#).

SANCTIONS**Fonds d'investissement spécialisés**

Conformément à l'article 51(1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé une amende d'ordre aux dirigeants d'un fonds d'investissement spécialisé pour non transmission de la lettre de recommandation (« *management letter* »).

Conformément à l'article 51(1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé une amende d'ordre aux dirigeants d'un fonds d'investissement spécialisé pour non transmission du rapport financier annuel.

Sociétés de gestion

Conformément à l'article 148(1) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, la CSSF a infligé une amende d'ordre à l'encontre d'une personne physique pour transmission d'une déclaration sur l'honneur incomplète.

COMMUNIQUÉS

Contrôle de l'information financière 2016 publiée par les émetteurs soumis à la Loi Transparence

Communiqué de presse 17/03 du 16 janvier 2017 (uniquement en anglais)

Pursuant to the law of 11 January 2008 on transparency requirements for issuers (the "Transparency Law"), the CSSF is monitoring that financial information published by issuers, in particular their consolidated and non-consolidated financial statements, is drawn up in compliance with the applicable accounting standards.

In this context, the CSSF wishes to draw the attention of issuers and auditors on identified financial reporting topics they should particularly consider when preparing and auditing, respectively, the International Financial Reporting Standards (hereafter referred to as "IFRS") financial statements for the year ending 31 December 2016.

As in previous years, the European Securities and Markets Authority (hereafter referred to as "ESMA"), together with European national accounting enforcers, including the CSSF, identified common enforcement priorities for the 2016 financial statements¹ on which particular attention will be paid when monitoring and assessing the application of all IFRS requirements.

When establishing its enforcement campaign, the CSSF has assessed how to monitor these common priorities defined at European level and communicated by ESMA and considered the need to identify other items of interest. This analysis is based on the following criteria:

- the importance and relevance of these topics for issuers under its direct supervision;
- the importance of judgment and assumptions made by issuers in dealing with these topics;
- the experience and history of issues encountered by the CSSF during previous campaigns.

The campaign will thus be governed by the following priorities:

Presentation of financial performance

The presentation of financial information of an entity, in particular of its financial performance, is a key driver to influence its users when they make economic decisions. The CSSF's examination will take into account that:

- ESMA has stressed again the importance of providing investors with clear and high quality information on financial performance, and urges issuers to ensure transparency and consistency when presenting their performance in the primary financial statements, notes and in the documents accompanying their financial statements; and
- Amendments to IAS 1 "Presentation of Financial Statements" took effect on 1 January 2016. These amendments are part of the International Accounting Standards Board's overall Disclosure Initiative and aim at clarifying IAS 1 to address perceived impediments to preparers exercising their judgement in presenting their financial reports. Disclosure Initiative (Amendments to IAS 1) introduces the following main changes:
 - Materiality: the amendments clarify that information should not be obscured by aggregating or by providing immaterial information; and

¹ [ESMA/2016/1528](#)

- Statement of financial position and statements of profit or loss and other comprehensive income: the amendments introduce a clarification that the list of line items to be presented in these statements can be disaggregated and aggregated as relevant and also provide additional guidance on subtotals in these statements.

In addition, the CSSF will also pay special attention to the application of Circular CSSF 16/636 whose purpose is to implement the “ESMA Guidelines on Alternative Performance Measures” (hereafter referred to as the “Guidelines”)² into Luxembourg regulations. In the second-half of 2016, the CSSF has carried out an examination of 2016 interim financial reports for a selection of issuers to ensure that the Guidelines have been complied with, and a series of misstatements and omissions have been identified³. The CSSF will pursue this examination as part of its diligence on 2016 financial reports.

Finally, the CSSF’s examination on this first priority will cover other significant areas where financial performance is presented including segment information, movements in the statement of other comprehensive income, earnings per share, and presentation of information not specifically required by IFRS.

Financial instruments: distinction between equity instruments and financial liabilities

Due to the fact that there are cases where distinction between equity and liability requires significant judgement, ESMA reminded issuers that the general principle for distinguishing liabilities from equity issued by an entity is whether the entity has an unconditional right to avoid delivering cash or another financial asset to settle the contractual obligation.

The CSSF’s examination in this context will mainly focus on areas where issues had been encountered in the past, including the review of the characteristics of compound financial instruments with equity and liabilities components and of clauses for rights attached to preference shares. In this respect, issuers should also carefully consider events surrounding the conversion of a financial instrument such as the application of the fixed-for-fixed criterion, the cash settlement options, the review of contingent settlement provisions, etc. and the particular events for instruments which mandatorily have to deliver a pro rata share in the net assets such as the evaluation of elements outside the control of the entity or the subordination clauses.

Business Combinations

Transactions involving business combinations remain critical when applying the key aspects of IFRS 3 “Business Combinations”, notably the identification of a business combination itself (i.e. criteria defining a business) and the subsequent application of the acquisition method. As a result, the CSSF’s examination in this context will be governed by the special focus that should be put on the recognition of assets acquired (and liabilities assumed), implying the identification of intangible assets previously not recognised, and their measurement at fair value in accordance with IFRS 13 “Fair value measurement”, as well as the measurement method chosen to recognise non-controlling interests acquired.

From a financial reporting point of view, the CSSF will also emphasise on the most meaningful disclosures that have been omitted in the past by the preparers of financial information. The recurring observations in this context principally relate to omissions of (i) the qualitative description of the factors that make up a goodwill or a bargain purchase recognised, (ii) the description of the contingent liabilities not recognised including the estimate, timing and uncertainties of their financial effects, and (iii) the

² [ESMA/2015/1415](#)

³ [CSSF Press Release 16/46](#)

miscellaneous disclosures on the amounts of revenue and profit or loss of the acquiree. Comprehensive disclosures in this respect are provided by paragraphs 59 to 61 of IFRS 3.

Continued uncertainty in financial markets conditions

While ESMA set out “Impacts of the financial markets conditions on the financial statements” in the 2015 European common enforcement priorities, the financial reporting environment remains uncertain more than ever: there is still high volatility for commodities’ prices, interest rates are still at an historical low level, significant foreign exchange rate fluctuations are observed even in European currencies, as well as political factors such as the decision of the United Kingdom to leave the European Union or the result of the U.S. election.

These factors make it difficult for management to make judgements and assumptions about the future of their business. Likewise, it makes it harder for preparers of financial information to present and describe a comprehensive information for the users. Therefore, emphasis should be put not only on the description of the major sources of estimation uncertainty as required by IFRS, but on further quantitative and qualitative consideration given to a number of topics implying the use of assumptions as well as on the need to provide the disclosures relative to sensitivity analysis. The CSSF will make sure that an appropriate level of disclosure allows users of financial information to understand the challenges an entity faces when navigating uncertain times.

Finally, issuers potentially affected by the Brexit are encouraged to assess and disclose the associated risks and expected impacts that the referendum may have on their business activities.

Disclosures of the impact of the new standards on IFRS financial statements

ESMA highlighted the fact that some aspects of the new IFRS standards, notably IFRS 9 “Financial Instruments”, IFRS 15 “Revenue from Contracts with Customers” and IFRS 16 “Leases”, which will come into force at the beginning of 2018 and 2019, will represent a significant change to the current standards. These new standards may affect the recognition, measurement and presentation of assets, liabilities, income, expenses and cash flows. ESMA encourages issuers to work as soon as possible on the implementation of these standards. Accordingly, the CSSF will start closely monitoring how issuers start preparing for these new standards and how they provide already additional disclosures on expected impacts in accordance with IAS 8 “Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors”.

More information on inspections and findings by the CSSF within the framework of its mission under Article 22 (1) of the Transparency Law are given under the section [Supervision > Securities markets > Enforcement of financial information](#) of the CSSF website and in its annual report, available under [Documentation > Publications > Annual reports](#) of the CSSF website.

L’ABE (EBA) publie les orientations finales relatives aux exigences de publication de Pilier 3 révisées

Communiqué du 19 janvier 2017 (uniquement en anglais)

On 14 December 2016, EBA published its final Guidelines on regulatory disclosure requirements following an update of the Pillar 3 requirements by the Basel Committee in January 2015. These Guidelines represent a significant step forward in the EBA's effort of improving and enhancing the consistency and comparability of institutions' regulatory disclosures.

Following the release by the Basel Committee on Banking Supervision (BCBS) of a revised version of the Pillar 3 framework (RPF) in January 2015, the EBA published its own initiative Guidelines to ensure the harmonised and timely implementation of the RPF in the EU. These Guidelines, while not changing

the requirements of the regulatory disclosures defined in Part Eight of the CRR, provide further guidance and support to institutions in complying with both the CRR and the RPF requirements.

The Guidelines apply to Globally and Other Systemically Important Institutions (G-SIIs and O-SIIs) from 31 December 2017, but G-SIIs are encouraged to comply with a subset of those Guidelines as soon as 31 December 2016.

The document can be accessed by the following link:

<https://www.eba.europa.eu/documents/10180/1696202/Final+report+on+the+Guidelines+on+disclosure+requirements+under+Part+Eight+of+Regulation+575+2013+%28EBA-GL-2016-11%29.pdf/20370623-9400-4b5e-ae22-08e5baf4b841>.

Remise des diplômes – Examen d’aptitude professionnelle des réviseurs d’entreprises 2016

Communiqué de presse 17/04 du 24 janvier 2017

Onze nouveaux réviseurs d’entreprises ont reçu, dans les locaux de la CSSF, le diplôme sanctionnant leur admission à l’examen d’aptitude professionnelle (« EAP »), session 2016.

Ce diplôme est l’aboutissement d’un important parcours de formation et est octroyé à la suite de la réussite d’une épreuve écrite de six heures et d’une épreuve orale individuelle de chaque candidat devant un jury nommé par la CSSF et composé pour moitié de professionnels et pour moitié de personnes étrangères à la profession des réviseurs d’entreprises.

Il sanctionne l’obtention de la qualification professionnelle nécessaire à l’obtention du titre de réviseur d’entreprises et à la demande subséquente de l’agrément au Luxembourg.

La cérémonie a eu lieu en présence du Ministre des Finances Pierre GRAMEGNA et du Directeur général de la CSSF Claude MARX.

Liste des 11 nouveaux réviseurs d’entreprises :

1. DE MAIGRET Gabriel (Mention bien)
2. FINEZ Marie-Noëlle
3. JULIEN Clément
4. LEGO-DEIBER Stéphane
5. MELOTTE Julien
6. MROZEK Aleksandra
7. RIBAU COURT Estelle
8. RORY Marion
9. SCHUH Frank (Mention bien)
10. SERAFIN Lena
11. SZYMKOWIAK Christophe

La CSSF félicite tous les candidats pour l’obtention de cette qualification professionnelle importante.

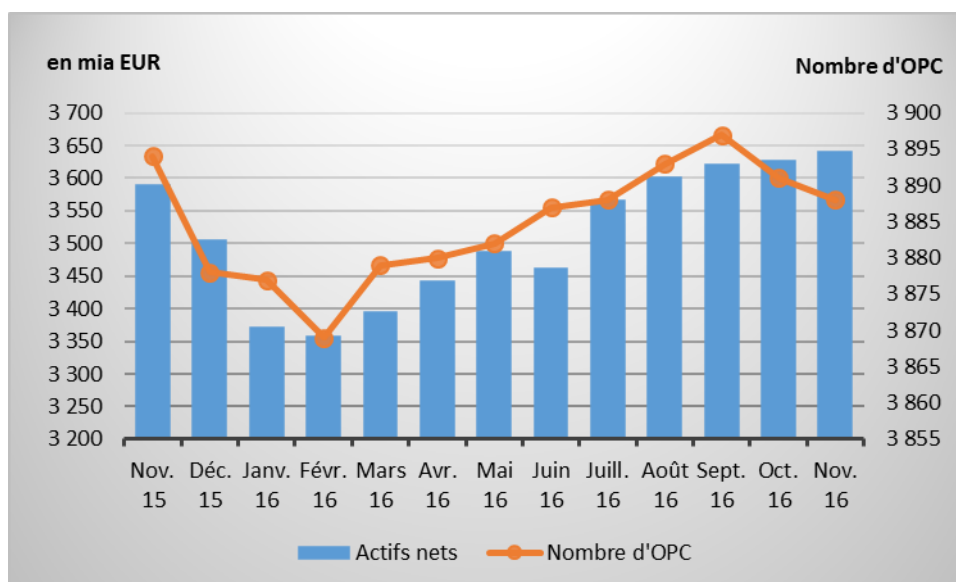
Situation globale des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés à la fin du mois de novembre 2016

Communiqué de presse 17/05 du 25 janvier 2017

I. Situation globale

Au 30 novembre 2016, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 3.640,629 milliards contre EUR 3.626,498 milliards au 31 octobre 2016, soit une augmentation de 0,39% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 1,42%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de novembre une variation positive se chiffrant à EUR 14,131 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes négatives à concurrence d'EUR -6,534 milliards (-0,18%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 20,665 milliards (0,57%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.888 par rapport à 3.891 le mois précédent. 2.598 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 12.942 compartiments. En y ajoutant les 1.290 entités à structure classique, au total 14.232 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC et FIS luxembourgeois (ci-après OPC) et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de novembre :

Le résultat de l'élection présidentielle aux Etats-Unis a dominé les marchés financiers entraînant à la hausse notamment les cours des actions et les rendements obligataires des pays développés ainsi que le dollar.

La catégorie d'OPC à actions américaines, en anticipation d'une politique fiscale plus expansive aux Etats-Unis, a réalisé dans ce contexte des gains de cours, amplifiés par une appréciation de l'USD par rapport à l'EUR de presque 3%. Même si la performance positive fut moins accentuée en raison des incertitudes politiques autour notamment du référendum en Italie, la catégorie d'OPC à actions d'Europe a suivi le mouvement haussier. La catégorie d'OPC à actions du Japon a également clôturé

en territoire positif, sous l'impulsion notamment de la dépréciation du Yen par rapport à l'USD d'environ 8% et de chiffres de croissance économique au-dessus des attentes des investisseurs.

Au niveau des pays émergents, l'augmentation des taux d'intérêts, un dollar fort et l'anticipation d'une révision des modalités des relations commerciales des Etats-Unis avec certains pays émergents suite au résultat de l'élection présidentielle aux Etats-Unis expliquent la performance négative des catégories d'OPC à actions d'Asie et d'Amérique latine, et ceci malgré des données de croissance stable en Chine. En revanche, la catégorie d'OPC à actions de l'Europe de l'Est a suivi la tendance générale à la hausse soutenue par l'augmentation des cours de pétrole à la suite de l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sur une baisse des quotas de production.

Au cours du mois de novembre les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

Évolution des OPC à actions au mois de novembre 2016*

	Variation de marché en %	Émissions nettes en %
Actions marché global	1,93 %	0,08 %
Actions européennes	0,58 %	-1,36 %
Actions américaines	6,65 %	0,30 %
Actions japonaises	1,91 %	0,66 %
Actions Europe de l'Est	2,15 %	0,05 %
Actions Asie	-1,25 %	-1,35 %
Actions Amérique latine	-8,15 %	-1,19 %
Actions autres	-0,64 %	-0,10 %

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

Sur les marchés obligataires des pays développés les rendements ont poursuivi leur tendance haussière face notamment à la remontée des anticipations d'inflation liée à la hausse du prix de pétrole et aux mesures de politique fiscale expansionniste attendues suites aux élections présidentielles aux Etats-Unis. La catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR a ainsi réalisé des pertes de cours, amplifiées par des données de conjoncture meilleures que prévues en Europe, alors que pour la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD, l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR a partiellement compensé la performance négative.

Face aux déclarations du nouveau président des Etats-Unis sur l'avenir des relations commerciales avec certains pays émergents ainsi qu'à la dépréciation importante de certaines devises émergentes le mouvement haussier des rendements obligataires des obligations des pays émergents fut accentué. Sur cette base cette catégorie d'OPC a connu des pertes de cours pour le mois sous revue.

Au cours du mois de novembre les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

Évolution des OPC à revenu fixe au mois de novembre 2016*

	Variation de marché en %	Émissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	-0,03 %	1,67 %
Marché monétaire en USD	2,92 %	2,61 %
Marché monétaire marché global	2,55 %	0,36 %
Obligations libellées en EUR	-1,31 %	-0,38 %
Obligations libellées en USD	-0,87 %	2,52 %
Obligations marché global	-0,35 %	-0,07 %
Obligations marchés émergents	-2,32 %	-2,86 %
Obligations High Yield	0,43 %	-1,56 %
Autres	0,01 %	-0,40 %

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

Évolution des OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de novembre 2016*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	0,53 %	-0,15 %
Fonds de Fonds	0,69 %	-0,62 %

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II respectivement de la Loi de 2010 et des FIS selon la Loi de 2007

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2013	1 817	2 121,458 €	523	187,380 €	1 562	306,525 €	3 902	2 615,363 €
31/01/2014	1 817	2 128,746 €	518	186,766 €	1 550	308,324 €	3 885	2 623,836 €
28/02/2014	1 823	2 182,477 €	515	186,477 €	1 543	310,557 €	3 881	2 679,511 €
31/03/2014	1 824	2 216,005 €	510	181,493 €	1 551	311,703 €	3 885	2 709,201 €
30/04/2014	1 831	2 250,792 €	509	179,885 €	1 558	311,531 €	3 898	2 742,208 €
31/05/2014	1 829	2 318,076 €	502	181,248 €	1 569	316,545 €	3 900	2 815,869 €
30/06/2014	1 824	2 355,462 €	490	179,083 €	1 570	320,095 €	3 884	2 854,640 €
31/07/2014	1 868	2 405,883 €	452	170,630 €	1 571	327,623 €	3 891	2 904,136 €
31/08/2014	1 884	2 461,916 €	446	171,092 €	1 566	337,512 €	3 896	2 970,520 €
30/09/2014	1 887	2 497,035 €	441	172,581 €	1 572	337,146 €	3 900	3 006,762 €
31/10/2014	1 883	2 525,079 €	436	169,371 €	1 585	340,008 €	3 904	3 034,458 €

30/11/2014	1 895	2 567,847 €	433	169,526 €	1 585	345,981 €	3 913	3 083,354 €
31/12/2014	1 893	2 578,423 €	422	168,915 €	1 590	347,649 €	3 905	3 094,987 €
31/01/2015	1 896	2 734,590 €	412	178,286 €	1 577	364,137 €	3 885	3 277,013 €
28/02/2015	1 896	2 851,312 €	409	181,463 €	1 588	371,091 €	3 893	3 403,866 €
31/03/2015	1 891	2 955,916 €	405	186,664 €	1 592	382,213 €	3 888	3 524,793 €
30/04/2015	1 895	2 970,878 €	403	185,177 €	1 596	382,531 €	3 894	3 538,586 €
31/05/2015	1 900	3 027,262 €	401	187,084 €	1 600	387,179 €	3 901	3 601,525 €
30/06/2015	1 903	2 962,778 €	399	182,163 €	1 599	383,190 €	3 901	3 528,131 €
31/07/2015	1 901	3 015,582 €	392	181,228 €	1 602	386,300 €	3 895	3 583,110 €
31/08/2015	1 899	2 871,083 €	391	173,038 €	1 601	378,866 €	3 891	3 422,987 €
30/09/2015	1 900	2 820,370 €	391	169,729 €	1 603	376,727 €	3 894	3 366,826 €
31/10/2015	1 903	2 952,296 €	391	173,421 €	1 607	387,676 €	3 901	3 513,393 €
30/11/2015	1 895	3 019,572 €	386	175,406 €	1 613	394,693 €	3 894	3 589,671 €
31/12/2015	1 892	2 946,860 €	384	169,896 €	1 602	389,445 €	3 878	3 506,201 €
31/01/2016	1 903	2 819,861 €	378	164,531 €	1 596	386,607 €	3 877	3 370,999 €
29/02/2016	1 904	2 813,421 €	373	157,278 €	1 592	387,785 €	3 869	3 358,484 €
31/03/2016	1 905	2 847,418 €	371	157,047 €	1 603	390,939 €	3 879	3 395,404 €
30/04/2016	1 904	2 888,262 €	370	159,477 €	1 606	394,341 €	3 880	3 442,080 €
31/05/2016	1 902	2 928,461 €	371	159,174 €	1 609	400,345 €	3 882	3 487,980 €
30/06/2016	1 899	2 906,498 €	367	156,893 €	1 621	398,513 €	3 887	3 461,904 €
31/07/2016	1 892	2 997,551 €	365	159,356 €	1 631	408,849 €	3 888	3 565,756 €
31/08/2016	1 894	3 033,413 €	363	159,141 €	1 636	409,608 €	3 893	3 602,162 €
30/09/2016	1 891	3 051,016 €	362	159,088 €	1 644	411,825 €	3 897	3 621,929 €
31/10/2016	1 893	3 053,246 €	356	159,320 €	1 642	413,932 €	3 891	3 626,498 €
30/11/2016	1 888	3 065,882 €	355	158,862 €	1 645	415,885 €	3 888	3 640,629 €

Durant le mois de référence, les vingt-sept organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPCVM partie I Loi 2010 :

- BANTLEON SELECT SICAV, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- DEKA-MULTI ASSET ERTRAG, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- FLOWERFIELD, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- GF INTERNATIONAL, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- HQT GLOBAL QUALITY DIVIDEND, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- ONE1797, 287, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- TIBERIUS PANGEA, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg
- WERTE & SICHERHEIT NR. 2 – GLOBALE STABILITÄT, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
- WR STRATEGIE, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

2) OPC partie II Loi 2010 :

- UBP PG, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

3) FIS :

- AB COMMERCIAL REAL ESTATE DEBT SECONDARY MARKET FUND III, SICAV-SIF S.C.SP., 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- ALTIN2016 S.A., SICAV-FIS, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- APOLLO REAL ESTATE INVESTMENT, SICAV-SIF S.C.S., 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- BARINGS EUROPEAN CORE PROPERTY FUND SCSP SICAV-SIF, 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- CARTESIAN RE ILS SICAV SIF, 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- CHEYNE REAL ESTATE CREDIT (CRECH) FUND V - OPPORTUNISTIC SCS SICAV-SIF, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- CORPUS SIREO HEALTH CARE IV FEEDER SCA SICAV-FIS, 4A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- ELSINORE CREDIT INVESTMENT FUND I S.C.A. SICAV-SIF, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- ESPANTAXIN INVESTMENTS S.À R.L. - SIF, 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg
- MALUBI INVESTMENT FUND S.A., SICAV-SIF, 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg
- PARTNERS GROUP ACTIVE INCOME S.C.A., SICAV-SIF, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg
- PARTNERS GROUP CREDIT OPPORTUNITIES 2017 (EUR) S.C.A., SICAV-SIF, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE 2017 S.C.A., SICAV-SIF, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- PORTMAN SQUARE PRIVATE FUNDS SICAV-SIF, 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- PRIDE FCP-SIF 2016-3, 5, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- QS REAL ESTATE SELECT EUROPEAN OPPORTUNITIES SLP SICAV-SIF, 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- VICTOR RESOURCES EUROPE S.À R.L, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

Les trente organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

1) OPCVM partie I Loi 2010 :

- ALIAS INVESTMENT, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- ALLIANZ PIMCO LAUFZEITFONDS EXTRA 2016, Bockenheimer Landstraße 42-44, D-60232 Frankfurt am Main
- ANIMA SICAV, 60, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- BERENBERG GLOBAL EQUITY SELECTION PROTECT, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- DEKA-TOTALRETURN STRATEGIE 94, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- JRS LUXEMBOURG UCITS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- UNIGARANT: 3 CHANCEN (2016) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: 3 CHANCEN (2016), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: BEST OF WORLD (2016) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2016), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: DEUTSCHLAND (2016) III, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: EUROPA (2016) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- USM, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- VERMÖGENSMANAGEMENT 2027 PLUS, Bockenheimer Landstraße 42-44, D-60232 Frankfurt am Main

2) OPC partie II Loi 2010 :

- FRANKLIN TEMPLETON SELECTED MARKETS FUNDS, 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- PUILAETCO DEWAAY SELECTION, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

3) FIS :

- 1. SIF-SCS, 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- ABX, 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald
- ACRON REAL ESTATE PORTFOLIO SICAV-FIS, 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
- ALLIANZ TOTAL RETURN PLUS, 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- AQUANTUM GLOBAL FUTURES FCP-SIF, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- BM FUND COMPANY, 28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg
- DBM BALANCED INVEST, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- ENHANCED LOAN INVESTMENT STRATEGY, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- GLOBAL OPPORTUNITIES SICAV-FIS, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- IPC-PORTFOLIO INVEST VII, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- IPC-PORTFOLIO INVEST VIII, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- IPC-PORTFOLIO INVEST XIX, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- LOGOS VENTURES, 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen
- MSK SICAV-SIF, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Les régulateurs d'audit de l'Australie et du Luxembourg ont signé un accord de coopération

Communiqué du 6 février 2017 (uniquement en anglais)

The Australian Securities and Investments Commission and the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") in Luxembourg, have signed a Memorandum of Understanding that sets the stage for cooperation with regard to the oversight of statutory auditors.

For the CSSF, this is the fifth cooperative agreement with an audit regulator outside of the European Union.

Similar arrangements with other jurisdictions are under negotiation.

Avis de l'AEMF (ESMA) concernant les classes d'actions d'OPCVM

Communiqué de presse 17/06 du 13 février 2017 (uniquement en anglais)

On 30 January 2017, ESMA has issued an Opinion, addressed to national regulators in order to ensure a harmonised approach across the EU, in which it sets out the following four high-level principles which UCITS must follow when setting up different share classes:

- common investment objective;
- non-contagion;
- pre-determination; and
- transparency.

It should be noted that ESMA considers that hedging arrangements at share class level – with the exception of currency risk hedging – are not compatible with the requirement for a fund to have a common investment objective.

In order to mitigate the impact on investors in share classes established prior to the issuance of this Opinion which do not comply with these principles, ESMA is of the view that they should be allowed to continue to operate. However, such share classes should be closed for investment by new investors until 30 July 2017 at the latest, and for additional investment by existing investors until 30 July 2018.

As a consequence, the CSSF expects UCITS to take the necessary measures to comply with the transitional provisions set forth in the ESMA Opinion. Furthermore, new share classes do henceforth have to comply with the common principles for setting up share classes in UCITS funds.

ESMA's press release and the Opinion can be found on ESMA's website at the following addresses:

https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/opinion_on_ucits_share_classes_press_release.pdf

https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/opinion_on_ucits_share_classes.pdf.

Implémentation d'un nouveau fichier « Application questionnaire to set up a SIF or UCI Part II or SICAR » destiné à la soumission d'une demande d'agrément pour un nouveau FIS, OPC Partie II ou SICAR

Communiqué de presse 17/07 du 15 février 2017

La CSSF informe que les actuels formulaires « UCI-PART II/SIF Application questionnaire to set up of an undertaking for collective investment » et « SICAR – Information request for authorisation » sur son site internet sont remplacés à partir du 15 février 2017 par un fichier-questionnaire nommé « [Application questionnaire to set up a SIF or UCI Part II or SICAR](#) » (uniquement en anglais), à utiliser pour soumettre une demande d'agrément d'un nouveau FIS, OPC Partie II ou SICAR à la CSSF.

A l'instar des formulaires précédents, ce fichier-questionnaire est destiné à collecter toutes les informations nécessaires à la CSSF pour ouvrir et examiner le dossier d'agrément d'un nouveau FIS, OPC Partie II ou SICAR relevant du droit luxembourgeois.

Le nouveau fichier-questionnaire de demande d'agrément se présente sous format Excel, tous les thèmes à analyser durant l'instruction se déclinent sur différents onglets et chaque onglet propose une série de « footnotes » et de listes déroulantes pour guider le professionnel aux fins d'une saisie pertinente des informations requises. Il est recommandé aux professionnels de ne transmettre une demande que si l'ensemble des composantes sont disponibles et stables. La transmission d'une demande d'agrément fragmentée (incomplète) peut conduire à reporter le démarrage de l'examen ou retarder sa continuation et causer des délais supplémentaires dans le processus.

Par ailleurs, le dépôt par voie électronique (canaux sécurisés ou e-mail à l'adresse setup.uci@cssf.lu) reste inchangé, excepté pour les demandes envoyées par e-mail où une nomenclature spécifiée dans l'onglet « Documents » du fichier-questionnaire est à respecter pour désigner le courriel et les documents à joindre à la demande.

La nouvelle procédure est d'application immédiate, cependant les éventuelles demandes en cours de préparation avec l'ancien formulaire seront encore acceptées jusqu'au 15 mars 2017. Au-delà de cette date, l'usage du nouveau fichier-questionnaire est obligatoire.

Communiqué de presse concernant Orco Property Group S.A.

Communiqué de presse 17/08 du 16 février 2017 (uniquement en anglais)

1. Purpose and context

The present press release refers to an investigation carried out by the CSSF in relation to the potential existence of an undisclosed concert action with respect to Orco Property Group S.A.⁴ (“**OPG**”) that would be in breach of the Law of 19 May 2006 transposing Directive 2004/25/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on takeover bids (the “**Takeover Law**”).

The purpose of this press release is to inform third parties whose own rights and interests may be affected by the decisions that the CSSF intends to take in the context of the aforementioned investigation (the “**Contemplated Decisions**”):

- (i) the CSSF intends to declare the existence of an undisclosed concert action with respect to OPG in breach of Article 3 (a) and (d) and Article 5(1) and (3) of the Takeover Law on the basis of the findings of the investigation; and
- (ii) the CSSF consequently intends not to approve the offer document in the mandatory bid (the “**Mandatory Takeover Offer**”) announced on 8 June 2016 by CPI Property Group⁵ (“**CPI Property Group**”) on behalf of its wholly owned subsidiary Nukasso Holdings Limited⁶ (“**Nukasso**”) for all the shares of OPG (ISIN: LU0122624777) on the basis of the aforementioned breaches of Article 3(a) and (d) and Article 5(1) and (3) of the Takeover Law and the provisions of Article 13(a) of the Takeover Law.

It shall be noted that the Contemplated Decisions are not final, meaning that they have not yet been taken by the CSSF. In accordance with Luxembourg administrative law, the presumed concert parties and third parties whose rights and interests may be affected have the right to submit their observations to the CSSF until 31 March 2017 before the CSSF takes any final decision.

2. Undisclosed Concert Action with respect to OPG under the Takeover Law

The CSSF has conducted an investigation relating to a potential undisclosed concert action with respect to OPG (the “**Investigation**”) between certain persons (each a “**Concert Party**” and together the “**Concert Parties**”) as detailed in the corresponding investigation report. The Investigation covers the period from 1 September 2012 to 30 June 2016 (the “**Period Under Investigation**”). Each of the Concert Parties sold the OPG shares directly or indirectly held by it on or around 8 June 2016 to Nukasso at a price or implied value per OPG share of EUR 0.28/share, which triggered the latter’s obligation to launch the Mandatory Takeover Offer over the shares of OPG.

2.1 Main Concert Parties

The Investigation concludes that the main shareholder (the “**Shareholder 1**”), acting directly and indirectly, together with the founding shareholder of OPG (the “**Shareholder 2**”) were persons secretly

⁴ Orco Property Group is a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its registered office at 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg and registered in Luxembourg under B44996.

⁵ CPI Property Group is a public limited company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its registered office at 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg and registered in Luxembourg under B102254.

⁶ Nukasso Holdings Limited is a limited liability company incorporated under the laws of Cyprus with its registered office at Akropolis, 59-61, 3rd floor, Flat/office 301, Strovolos, 2012, Nicosia, Cyprus and registered in Cyprus under HE 350294.

acting in concert with respect to OPG within the meaning of Article 2, paragraph 1, subparagraph (d) of the Takeover Law during the Period Under Investigation.

According to the Investigation and, as a result of the aggregation of the holdings in OPG shares of Shareholder 1 with the holdings of OPG shares held by Shareholder 2, Shareholder 1 acquired the control over OPG within the meaning of Article 5(3) of the Takeover Law on 10 and 11 January 2013 but failed in that context to comply with his obligation to launch a mandatory takeover bid over OPG as required by Article 5(1) of the same law.

The conclusions of the Investigation as regards the existence of an undisclosed concert action between Shareholder 1 and Shareholder 2 as main concert parties are based on a body of serious, precise and consistent elements (*faisceau d'indices graves, précis et concordants*).

2.2 Secondary Concert Parties

The Investigation also concludes on the basis of a body of serious, precise and consistent elements (*faisceau d'indices graves, précis et concordants*) that various other legal persons and their beneficial owners acted as secondary concert parties during the Period Under Investigation in order to facilitate and/or further strengthen the acquisition of control by Shareholder 1 over OPG.

3. Impact on Mandatory Takeover Offer

The CSSF has the intention not to approve the offer document in the context of the Mandatory Takeover Offer which, as a result of the pre-existing control of Shareholder 1 over OPG since 10 and 11 January 2013 and based upon the violations of Article 3(a) and (d), Article 5(1) and (3) and the provisions of Article 13(a) of the Takeover Law, should be considered as null and void.

4. Suspension from trading

The CSSF has required, in accordance with Article 31 of the Law of 13 July 2007 on markets in financial instruments, the suspension of the OPG shares from trading on the regulated market of the Luxembourg Stock Exchange until the time a definitive decision by the CSSF on this concert action related matter is adopted. The OPG shares were already subject to a suspension on the regulated market of the Luxembourg Stock Exchange based upon a decision of the Luxembourg Stock Exchange dated 9 June 2016, which is superseded and replaced by this CSSF decision to suspend the OPG shares from trading.

5. Practical information for third parties

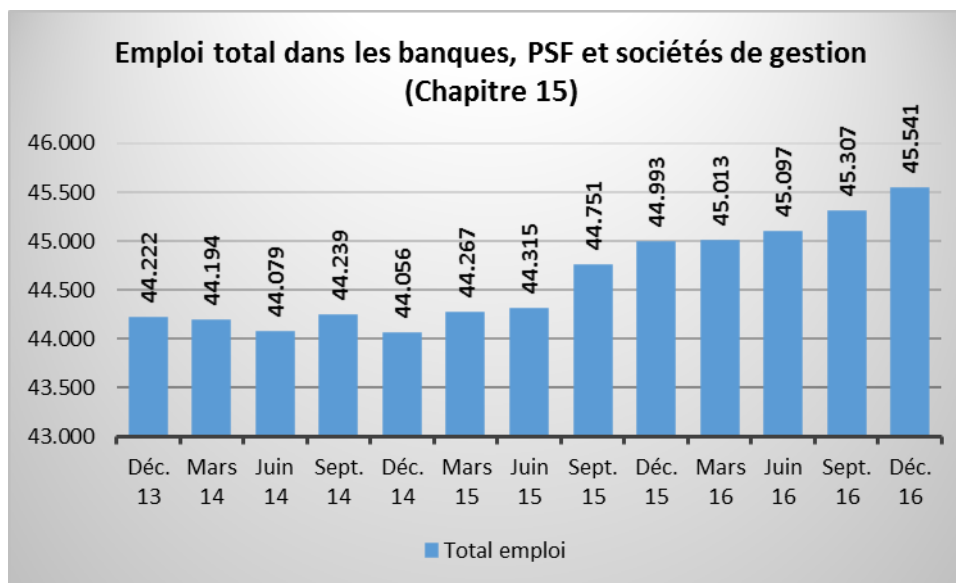
This press release is made pursuant to inter alia, Article 5 of the Grand-ducal Regulation of 8 June 1979 (*"règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes"*). Third parties whose rights and interests may be affected by Contemplated Decisions can submit their observations to the CSSF by writing to the following address: takeover@cssf.lu and/or by certified mail with acknowledgement of receipt. When submitting observations to the CSSF, third parties are invited to specify the capacity in which the observations are submitted and to join documentary evidence of their identity and, as the case may be, of the OPG financial instruments held by them. In case of legal persons, satisfactory documentary evidence of the existence of the legal person in question and of the identity and the powers the persons allowed to represent it should also be included.

Observations may be provided by third parties to the CSSF until 31 March 2017.

STATISTIQUES

Emploi total dans les banques, PSF et sociétés de gestion (Chapitre 15)

Emploi total au 31 décembre 2016 en hausse

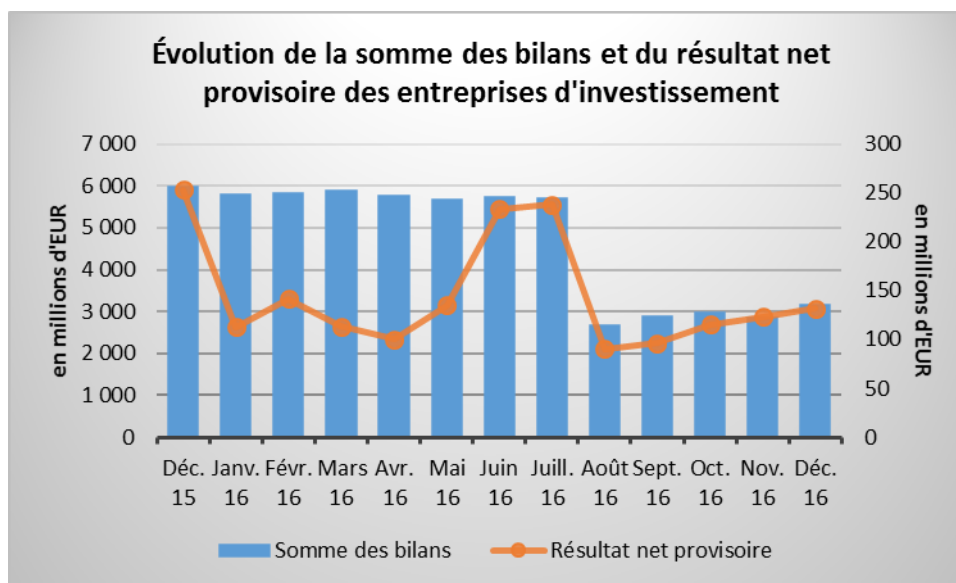


Banques

Les statistiques des banques n'étaient pas encore disponibles lors de l'élaboration de la Newsletter. Elles seront disponibles prochainement sur le site Internet de la CSSF à l'adresse : <http://www.cssf.lu/surveillance/banques/statistiques/>.

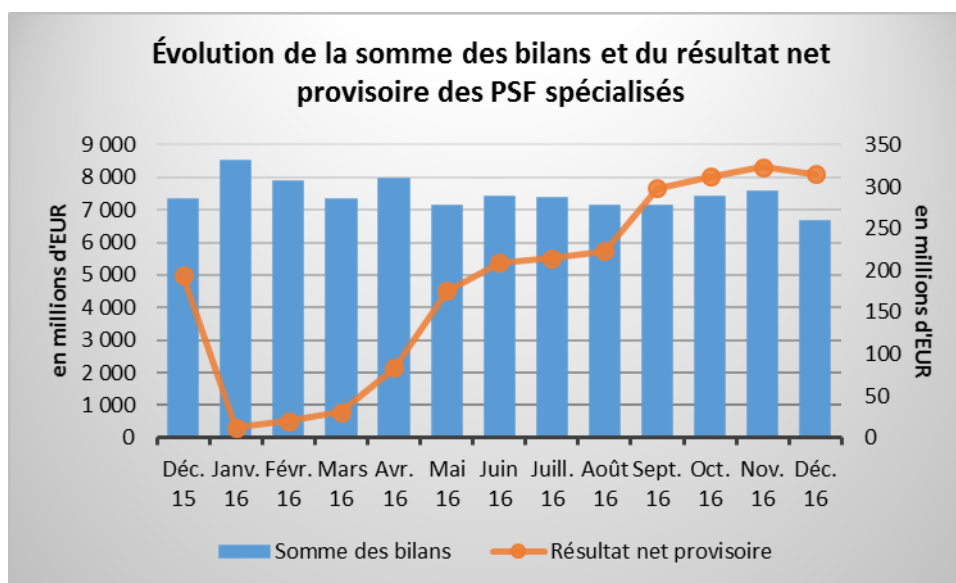
Entreprises d'investissement

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 31 décembre 2016 en hausse



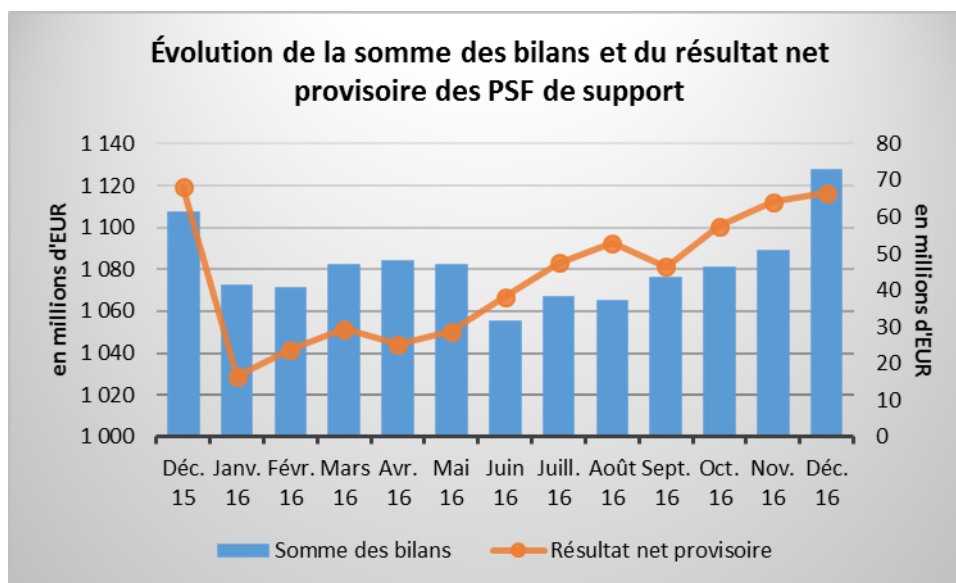
PSF spécialisés

Somme des bilans des PSF spécialisés au 31 décembre 2016 en baisse



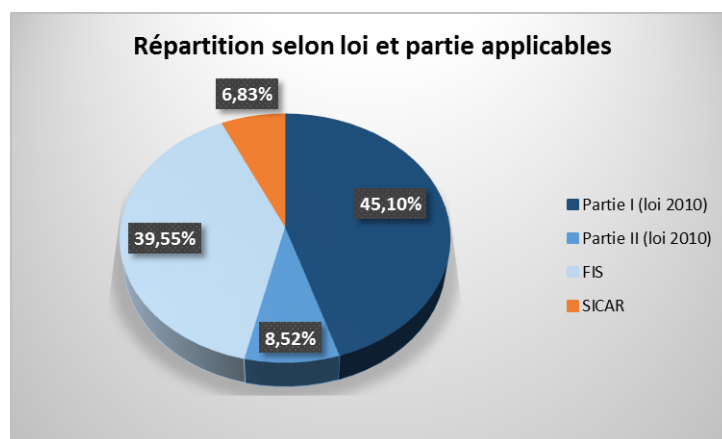
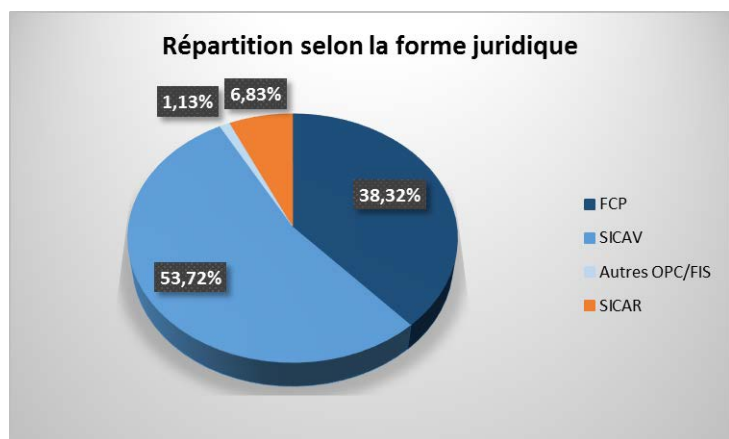
PSF de support

Somme des bilans des PSF de support au 31 décembre 2016 en hausse



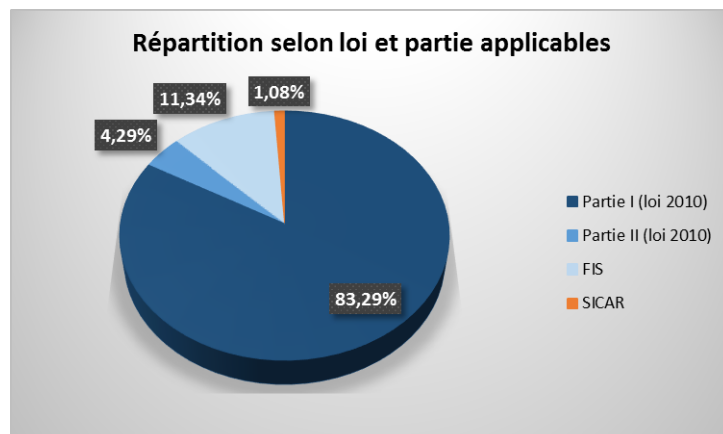
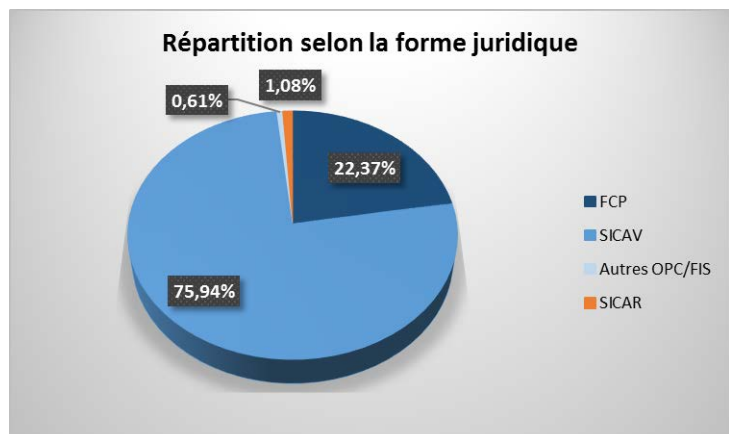
OPC (Situation au 31 décembre 2016)

Nombre d'OPC



Loi, partie / forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	1 009	860	0		1 869
Partie II (loi 2010)	180	170	3		353
FIS	399	1 196	44		1 639
SICAR	0	0	0	283	283
TOTAL	1 588	2 226	47	283	4 144

Actifs nets des OPC



Loi, partie / forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	616,595	2 499,509	0,000	0,000	3 116,104
Partie II (loi 2010)	60,538	99,550	0,490	0,000	160,578
FIS	159,972	241,957	22,465	0,000	424,394
SICAR	0,000	0,000	0,000	40,254	40,254
TOTAL	837,105	2 841,016	22,955	40,254	3 741,330

Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités ⁷
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 135,109	3 100
Valeurs mobilières à revenu variable	1 080,430	3 762
Valeurs mobilières diversifiées	797,985	4 066
Fonds de fonds	218,789	2 116
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	332,470	251
Liquidités	2,040	22
Valeurs mobilières non cotées	26,097	182
Capitaux à risque élevé	1,506	31
Immobilier	50,590	334
Futures et/ou Options	13,427	134
Autres valeurs	42,633	213
Public-to-Private	0,082	3

⁷ Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

Mezzanine	1,456	8
Venture Capital	7,079	89
Private Equity	31,637	284
Total	3 741,330	14 595

Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITÉS	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
PARTIE I					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 024,900	2 440	50,046	51,864	-1,818
Valeurs mobilières à revenu variable	1 018,063	3 356	49,279	48,523	0,756
Valeurs mobilières diversifiées	623,208	2 780	25,515	25,346	0,169
Fonds de fonds	127,717	962	3,304	2,864	0,440
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	310,722	189	160,253	158,060	2,193
Liquidités	1,322	11	0,086	0,135	-0,049
Futures et/ou Options	6,707	57	0,640	0,472	0,168
Autres valeurs	3,465	10	0,075	0,131	-0,056
TOTAL PARTIE I:	3 116,104	9 805	289,198	287,395	1,803
PARTIE II					
Valeurs mobilières à revenu fixe	24,818	129	0,713	0,466	0,247
Valeurs mobilières à revenu variable	16,626	77	0,052	0,477	-0,425
Valeurs mobilières diversifiées	55,734	254	1,995	2,193	-0,198
Fonds de fonds	32,794	335	0,355	0,586	-0,231
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	18,341	51	1,293	1,558	-0,265
Liquidités	0,700	9	0,026	0,029	-0,003
Valeurs mobilières non cotées	3,874	15	0,445	0,100	0,345
Capitaux à risque élevé	0,025	2	0,000	0,001	-0,001
Immobilier	0,993	19	0,000	0,000	0,000
Futures et/ou Options	3,579	33	0,078	0,069	0,009
Autres valeurs	3,094	13	0,093	0,025	0,068
TOTAL PARTIE II:	160,578	937	5,050	5,504	-0,454
FIS					
Valeurs mobilières à revenu fixe	85,391	531	4,450	1,250	3,200
Valeurs mobilières à revenu variable	45,741	329	0,655	0,877	-0,222
Valeurs mobilières diversifiées	119,043	1 032	2,254	3,883	-1,629
Fonds de fonds	58,278	819	0,860	0,982	-0,122
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	3,407	11	0,529	0,419	0,110
Liquidités	0,018	2	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	22,223	167	0,563	0,235	0,328
Capitaux à risque élevé	1,481	29	0,071	0,003	0,068
Immobilier	49,597	315	0,834	0,131	0,703
Futures et/ou Options	3,141	44	0,132	0,163	-0,031
Autres valeurs	36,074	190	1,030	0,235	0,795

	TOTAL FIS:	424,394	3 469	11,378	8,178	3,200
SICAR						
Public-to-Private		0,082	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine		1,456	8	0,000	0,000	0,000
Venture Capital		7,079	89	0,092	0,016	0,076
Private Equity		31,637	284	1,037	0,259	0,778
	TOTAL SICAR	40,254	384	1,129	0,275	0,854
	TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS	3 741,330	14 595	306,755	301,352	5,403

Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

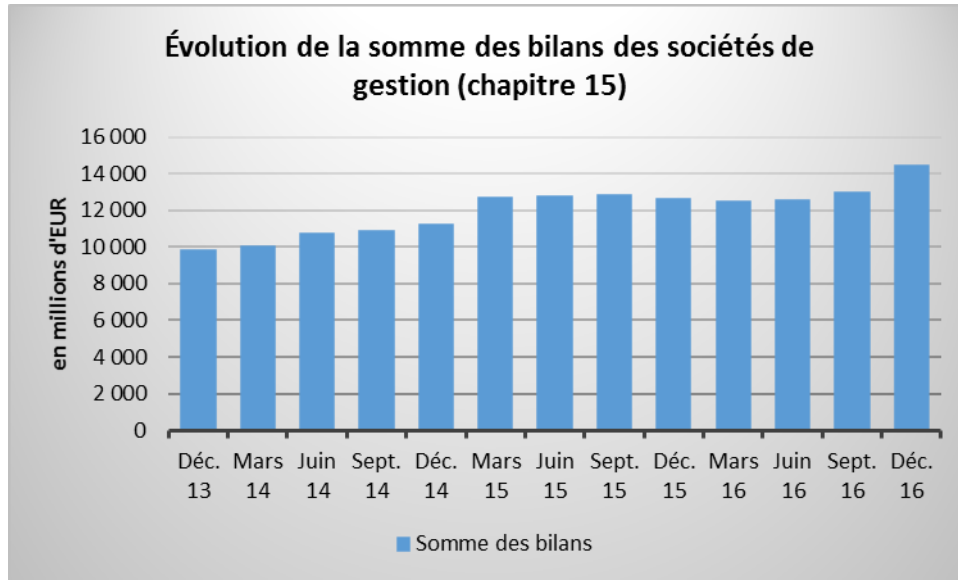
Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
États-Unis	782,314	20,9%	187	4,5%	1 065	7,3%
Royaume-Uni	639,380	17,1%	284	6,9%	1 542	10,6%
Allemagne	530,479	14,2%	1 428	34,4%	2 729	18,7%
Suisse	507,444	13,5%	580	14,0%	2 734	18,7%
Italie	329,133	8,8%	157	3,8%	1 257	8,6%
France	309,105	8,2%	331	8,0%	1 395	9,6%
Belgique	160,114	4,3%	176	4,2%	991	6,8%
Pays-Bas	88,302	2,4%	53	1,3%	242	1,7%
Luxembourg	78,660	2,1%	231	5,6%	629	4,3%
Danemark	73,801	2,0%	25	0,6%	181	1,2%
Autres	242,598	6,5%	693	16,7%	1 830	12,5%
Total	3 741,330	100,0%	4 145	100,0%	14 595	100,0%

Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	5,979	0,160%	29	0,199%
CAD	1,932	0,052%	27	0,185%
CHF	53,404	1,427%	306	2,097%
CNH	1,484	0,040%	19	0,130%
CNY	0,086	0,002%	3	0,021%
CZK	1,275	0,034%	61	0,418%
DKK	3,079	0,082%	10	0,069%
EUR	2 047,512	54,727%	9 348	64,049%
GBP	100,917	2,697%	325	2,227%
HKD	4,422	0,118%	10	0,069%
HUF	0,274	0,007%	32	0,219%
ILS	0,001	0,000%	1	0,007%
ISK	0,012	0,000%	1	0,007%
JPY	66,787	1,785%	214	1,466%
NOK	4,313	0,115%	27	0,185%
NZD	0,807	0,022%	5	0,034%
PLN	0,606	0,016%	25	0,171%
RON	0,486	0,013%	6	0,041%
SEK	47,400	1,267%	186	1,274%
SGD	0,478	0,013%	4	0,027%
TRY	0,029	0,001%	3	0,021%
USD	1 400,018	37,420%	3 951	27,071%
ZAR	0,029	0,001%	2	0,014%
Total	3 741,330	100,000%	14 595	100,000%

Sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 15 de la loi 2010

Somme des bilans des sociétés de gestion (chapitre 15) au 31 décembre 2016 en hausse



Fonds de pension

Au 13 février 2017, **14 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

Depuis la publication de la dernière Newsletter, le **gestionnaire de passif** suivant a été **inscrit** sur la liste officielle des professionnels agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005 :

- TOWERS WATSON NV, Av. E. Van Nieuwenhuysse 2, 1160 Bruxelles.

Au 13 février 2017, **18** professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Organismes de titrisation

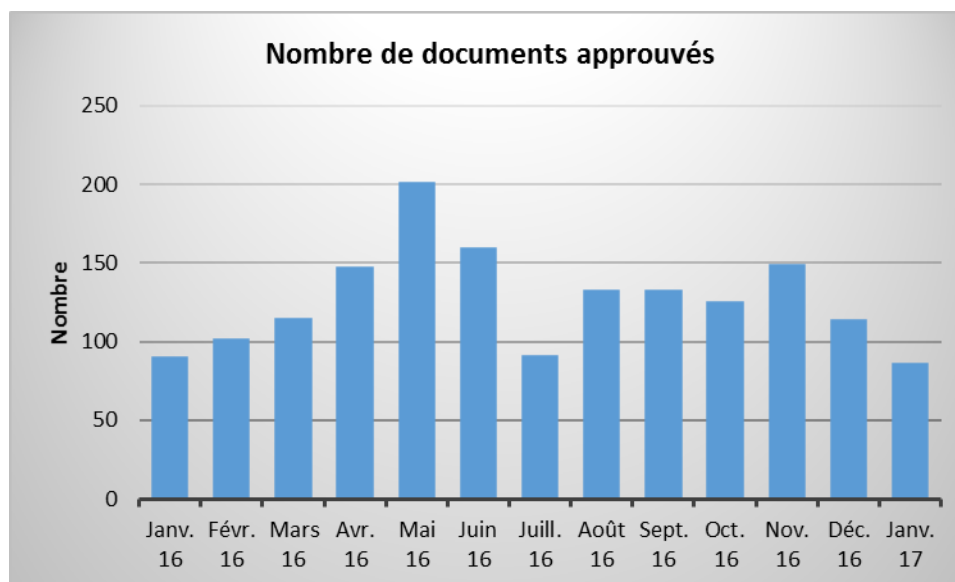
Le nombre des **organismes de titrisation agréés** par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **34** unités au 9 février 2017.

Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 janvier 2017, **59 cabinets de révision agréés** et **291 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **43 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé (Partie II et Partie III, Chapitre 1 de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières)

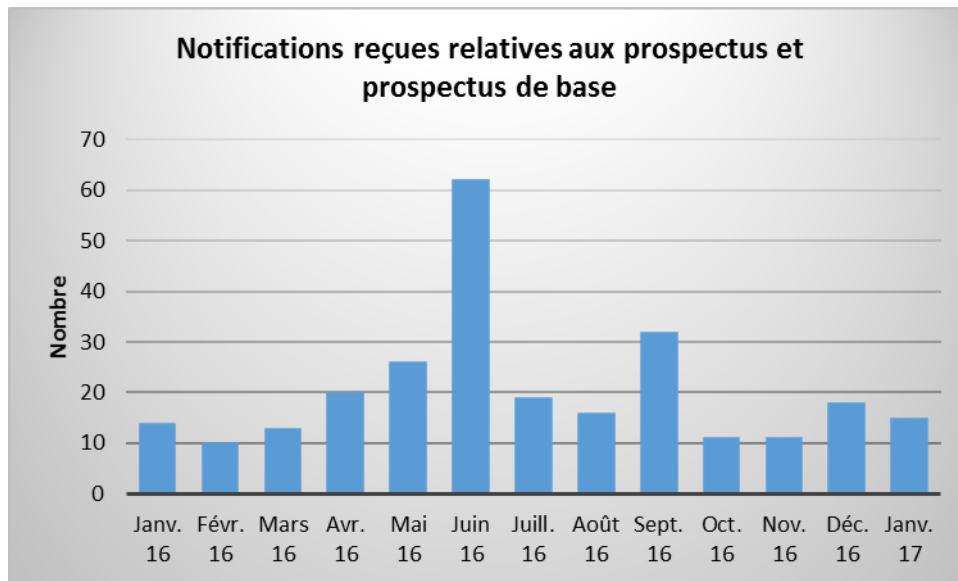
Approbations par la CSSF



Au cours du mois de janvier 2017, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 86 documents, qui se répartissent comme suit :

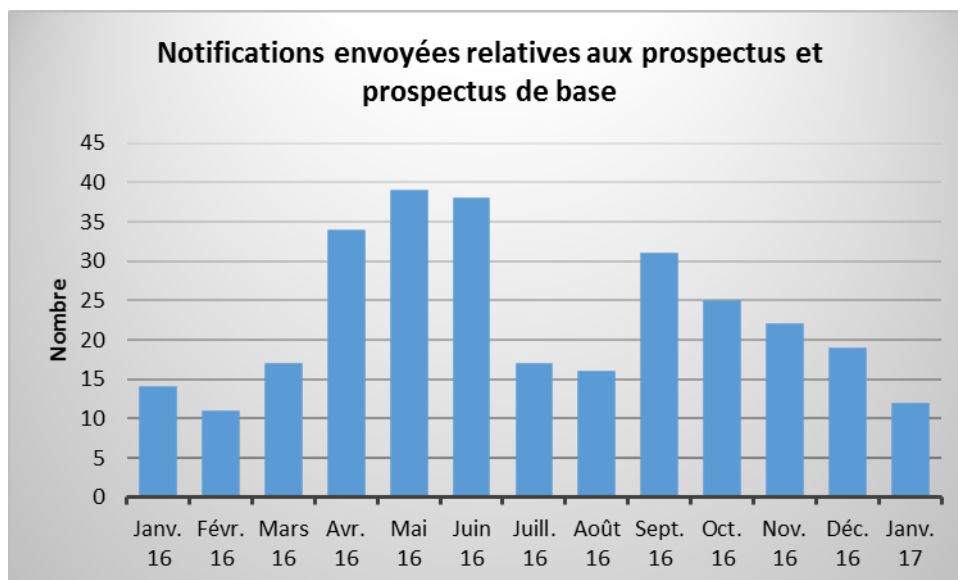
prospectus de base :	10	(11,63 %)
autres prospectus :	18	(20,93 %)
suppléments :	58	(67,44 %)

Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois de janvier 2017, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen 15 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 48 notifications relatives à des suppléments.

Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois de janvier 2017, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen 12 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 43 notifications relatives à des suppléments⁸.

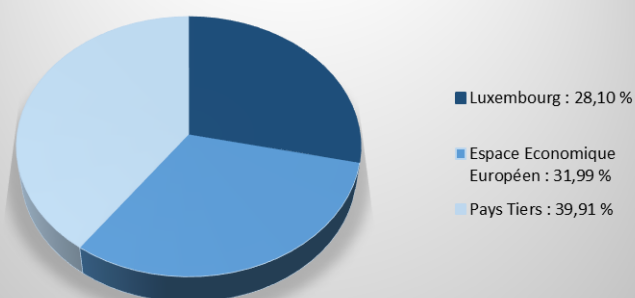
⁸ Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans

Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

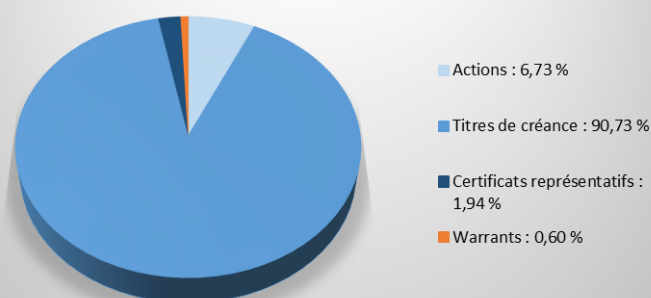
Depuis le 11 janvier 2017, **trois** émetteurs ont désigné le Luxembourg comme État membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, **trois** émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 10 février 2017, **669 émetteurs** sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



RETRAIT DÉCIDÉ PAR LA CSSF

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé **MENFI ASSETS FUND SICAV - SIF** de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 2 janvier 2017.

plusieurs États membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs États membres n'est compté qu'une seule fois.

PLACE FINANCIÈRE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (22/02/2017)	142 ⁹	↘ 2 entités
	Somme des bilans (30/09/2016)	EUR 741,975 mia	↘ EUR 15,462 mia
	Résultat avant provisions (30/09/2016)	EUR 4,408 mia	↗ EUR 34 mio
Établissements de paiement	Nombre (22/02/2017)	9	aucune variation
Établissements de monnaie électronique	Nombre (22/02/2017)	4	↘ 1 entité
OPC	Nombre (22/02/2017)	Partie I loi 2010 : 1 872	↘ 33 entités
		Partie II loi 2010 : 351	↘ 26 entités
		FIS : 1 624	↗ 31 entités
		TOTAL : 3 847	↘ 28 entités
	Patrimoine global net (31/12/2016)	EUR 3 741,330 mia	↗ EUR 235,129 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (31/01/2017)	201	↘ 1 entité
	Somme des bilans (31/12/2016) ¹⁰	EUR 14,475 mia	↗ 1,839 mio
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (31/01/2017)	168	↘ 6 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (22/02/2017)	220	↗ 18 entités
SICAR	Nombre (08/02/2017)	278	↘ 4 entités
Fonds de pension	Nombre (13/02/2017)	14	aucune variation
Organismes de titrisation agréés	Nombre (09/02/2017)	34	↗ 2 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (22/02/2017)	108 dont 10 succursales	↗ 1 entité
		Somme des bilans (31/12/2016)	↘ EUR 2,825 mia
		Résultat net provisoire (31/12/2016)	↘ EUR 121,559 mio
PSF spécialisés	Nombre (22/02/2017)	117	↘ 8 entités
		Somme des bilans (31/12/2016)	↘ EUR 656 mio
		Résultat net provisoire (31/12/2016)	↗ EUR 121,152 mio
PSF de support	Nombre (22/02/2017)	76	↘ 2 entités
		Somme des bilans (31/12/2016)	↗ EUR 21 mio
		Résultat net provisoire (31/12/2016)	↘ EUR 1,55 mio
Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (10/02/2017)	669	↗ 95 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (31/01/2017)	59 cabinets de révision agréés	↘ 9 entités
		291 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 13 personnes
		43 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers	aucune variation
Emploi (31/12/2016)	Banques	26 060 personnes	↗ 122 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15)	4 039 personnes ¹⁰	↗ 271 personnes
	Entreprises d'investissement	2 285 personnes	↗ 7 personnes
	PSF spécialisés	3 972 personnes	↗ 185 personnes
	PSF de support	9 185 personnes	↘ 33 personnes
	Total	45 541 personnes	↗ 618 personnes ¹¹

⁹ Une différence avec le nombre relevé sous l'application « Entités surveillées » peut apparaître. Cette différence s'explique par le fait que la liste sous l'application inclut des banques déjà fermées, mais dont la fermeture n'a pas encore été confirmée par la BCE.

¹⁰ Chiffres provisoires

¹¹ Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.